

**génération digitale,
+ qu'une copie
conforme**

devillard.ch



Arbitrage

Le Swiss Chambers' Arbitration International (SCAI) a tenu sa 3^e conférence sur l'innovation à Genève.

► PAGE 4

Energie

La transition énergétique poursuit son avancée à Genève, comme l'a relevé récemment l'Etat.

► PAGE 5

Open Geneva

La CCIG est à nouveau partenaire de ce festival de l'innovation ouverte, un outil spécialement adapté aux PME.

► PAGE 7

TOURISME

Genève doit-elle réinventer son tourisme ?

Pour l'instant, le secteur touristique genevois est loin d'être sinistré. Cependant, s'il ne veut pas décliner face à la concurrence internationale, il doit trouver de nouvelles pistes d'action : création d'un portail d'entrée unique, promotion de la destination sur tout le bassin lémanique, expériences locales et diversifiées sont autant de projets en cours. Sous l'impulsion de la fondation Genève Tourisme & Congrès, les choses bougent.



Ces derniers mois, le bout du lac Léman a traversé une zone de turbulences, secoué par le débat sur l'avenir des Fêtes de Genève. Allié aux Etats généraux du tourisme genevois organisés le 15 mai dernier (voir premier encadré p. 3), cela a eu le mérite de faire faire une introspection à la Cité de Calvin sur un domaine qui lui est vital, celui du tourisme. Un domaine trop longtemps négligé

alors qu'il s'agit bel et bien d'un secteur économique à part entière.

Un projet modifiant la loi cantonale sur le tourisme (LTour I 1 60) est d'ailleurs en cours de traitement (voir deuxième encadré p. 3). Il prévoit de remplacer l'actuelle Fondation Genève Tourisme & Congrès par une fondation de droit public. Il envisage en particulier d'ajuster sa gouvernance et d'amincir son Conseil.

Pour les acteurs les plus critiques, on vendrait mal la destination Genève. Une impression qui ne doit toutefois pas cacher une réalité impressionnante : les retombées économiques avoisineraient le milliard de francs de valeur ajoutée par an et les nuitées en 2018 ont crû de 5 %, à 3 millions d'unités. Le tourisme fournit plus ou moins directement 15 300 postes de travail (4,9 % d'emplois équivalent plein

temps), répartis dans 2200 établissements. En tant que ville internationale, Genève accueille un tourisme professionnel (congrès et finance notamment) à hauteur de 80 % et une clientèle avant tout étrangère (à 80 % aussi). L'atout majeur de la cité, c'est son image de marque planétaire, grâce à ses organisations onusiennes et à ses marques horlogères légendaires. Rares sont les villes de taille moyenne à posséder comme elle la renommée d'une capitale.

Un nouveau dynamisme

Depuis ce début d'année, Genève Tourisme a retrouvé un second souffle avec un nouveau duo à sa tête : Adrien Genier à la direction générale (il était à la tête d'offices du tourisme dans la Broye) et Sophie Dubuis à la présidence (elle dirige la bijouterie Bucherer à Genève). Selon cette dernière, « on doit penser en tant que destination et région. Le Grand Genève est une réalité sur laquelle nous devons absolument travailler ; il faut donc trouver des solutions

pour dépasser les difficultés administratives de nos systèmes respectifs et fédérer les acteurs. »



Sophie Dubuis

Genève entend désormais miser sur son écran unique de la Rade et sur ses produits-phares, y compris ceux du terroir, en

mettant en avant le *Swiss made* pour les marchés lointains et les expériences locales pour la clientèle de proximité. C'est le cas des *Geneva greeters*, ces habitants qui proposent des visites personnalisées à des hôtes de passage. Pour se mettre à la page digitale, le site internet de la fondation est déjà proposé en huit langues et ses réseaux sociaux sont très actifs. Le Bureau des Congrès, mis en place il y a quelques années, enregistre également des résultats satisfaisants : il attire des réunions internationales grâce à son réseau d'ambassadeurs et de porteurs de projets.

suite page 2

**PUBLIEZ VOTRE
OFFRE D'EMPLOI !**

emploi.unige.ch



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**
CENTRE DE CARRIÈRE

ALEXANDRA RYS
Directrice communication



Pour innover, mettons-nous en mode « ouvert »

Pour la seconde année consécutive, la CCIG se réjouit d'être partenaire* du festival d'innovation ouverte Open Geneva, avec lequel elle partage plusieurs objectifs. Tout d'abord, cette manifestation suscite des synergies entre entités privées et publiques, de la Genève internationale comme de la Genève « locale », des ONG et des entreprises.

Ensuite, elle a pour but de stimuler et promouvoir l'innovation ouverte. Cette approche, qui repose sur des méthodologies simples et facilement reproductibles, permet de créer en mettant des savoirs en commun, en suscitant des synergies entre personnes ou institutions qui n'entreraient pas habituellement en contact. Dans la société complexe qui est la nôtre, qui peine à prendre la mesure du bouleversement que représentent la numérisation généralisée et l'irruption de l'intelligence artificielle, il paraît d'autant plus urgent de trouver de nouveaux moyens de répondre intelligemment aux défis, qu'ils soient économiques ou sociaux.

Last but not least, l'innovation ouverte est une méthode bien adaptée aux PME qui, elles aussi, sont confrontées à la nécessité de devoir innover. Identifiée par l'OCDE comme étant le facteur dominant de toute croissance nationale, l'innovation constitue une thématique spécialement importante pour notre économie, qui repose sur des produits et services à forte valeur ajoutée.

La Suisse figure depuis des années en tête des classements sur l'innovation, en raison de la qualité de sa recherche et développement, de son système de formation, du nombre de brevets déposés, de la force de ses PME et de la présence de multinationales, principalement. Genève partage la très grande majorité de ces points forts ; à ceux-ci s'ajoutent son volet international, qui constitue un véritable avantage pour le brassage d'idées. Malgré cela, le canton ne se place pas dans le trio de tête des cantons innovants.

En effet, à Genève comme en Suisse, les principaux freins à l'innovation sont constitués par les coûts (cf. l'Etude « *Quel avenir pour l'innovation à Genève?* », CCIG, BCGE, OCSTAT, novembre 2016**). Mais l'innovation n'est pas qu'une question de moyens. Ainsi, il est largement prouvé que les échanges entre des acteurs aux profils très différents stimulent fortement l'inventivité.

*Voir aussi article en page 7 ** Peut être consultée et/ou téléchargé sur le site de la CCIG, www.ccig.ch/publication/autre

ÉDITORIAL

suite de la page 1 ►

Les priorités de Sophie Dubuis ? « Aller de l'avant sur la réforme de la loi sur le tourisme. Mais, avant cela, j'aspire à ce que l'institution retrouve la sérénité afin de pouvoir se concentrer sur le travail de fond, dit-elle. Et toute idée séduisante est à développer, à l'instar des *tourist angels* qui guident les visiteurs estivaux sur les quais ». À terme, le défi serait aussi d'obtenir davantage de fonds publics pour pouvoir régater à armes égales avec d'autres villes concurrentes. Il existe actuellement de nombreuses destinations qui sont prêtes à déboursier beaucoup d'argent pour s'assurer la venue de conférences internationales.

Fédérer les forces

« L'objectif est de déployer une stratégie de positionnement de la destination Genève qui requiert un apport de l'ensemble des parties prenantes », souligne Daniel Loeffler, secrétaire général adjoint au Département du développement économique. Par ailleurs, il est important de considérer notamment la dimension régionale, tant sur l'offre que sur la promotion. À ce titre, le Léman Express est attendu avec impatience pour accélérer les liens transfrontaliers. Si les partenaires doivent coopérer, ils ont également à partager les ressources : « Il faudrait un fond qui finance à parts égales des projets pour enrichir les atouts de la destination, poursuit Daniel Loeffler. Genève devrait avoir une image forte et rassembleuse, à l'instar du concept Only Lyon ». L'un des enjeux pour l'Etat sera de coordonner ces forces sans toutefois créer une structure trop lourde. S'agissant de l'hôtellerie, il faudra aussi trouver un système de taxe de séjour unifié entre les territoires et les établissements afin d'en réaffecter au mieux les produits, ce que s'attachent à accomplir en ce moment les services de Pierre Maudet, conseiller d'Etat responsable de l'économie et ministre de tutelle de la fondation Genève Tourisme & Congrès.

Avec l'évolution numérique, il y a des points délicats à gérer, à commencer par les plateformes d'hébergement de type Airbnb. Ces services de location de chambres chez les particuliers doivent répondre aux mêmes dispositions légales que les acteurs traditionnels pour ne pas leur faire une concurrence déloyale. Mais c'est aussi un levier important pour le tourisme de loisirs et une solution à une pénurie occasionnelle de lits. La cherté de Genève ? « Elle est réelle. Ceci étant l'hôtellerie genevoise est considérée comme l'une des plus performantes de Suisse eu égard au prix facturé et au taux d'occupation. La clientèle est plutôt aisée », constate Daniel Loeffler. « Le succès des Caves Ouvertes auprès des expatriés doit nous pousser à faire connaître de nouveaux types d'expérience aux hôtes internationaux », remarque pour sa part Alexandre Epalle, directeur de la Direction générale du Développement économique, de la recherche et de l'innovation (DG DERI).

Un espace indispensable à Genève

L'un des principaux atouts pour Genève est sans conteste Palexpo, inauguré en 1981 et agrandi à quatre reprises. Son directeur général Claude Membrez est persuadé

« qu'on ne va pas révolutionner à court terme le tourisme régional, car chaque territoire, à savoir les cantons de Genève et Vaud et les départements français voisins, utilisent leurs propres règles, à commencer par les taxes de séjour ». Mais il y a plein de raisons de se réjouir : « Genève dispose de conditions cadre de qualité, telles qu'un accès facile et la sécurité notamment », poursuit-il. Et même si on ne peut pas miser sur des prix attractifs pour chaque prestation, le tarif d'une opération peut se révéler concurrentiel si l'on tient compte de tous les critères dont la proximité, la fiscalité ou les transports.



Claude Membrez

Palexpo se positionne sur des accueils d'au moins 1000 personnes. Il dispose pour cela de trois vecteurs : les grandes expositions, les congrès business et l'événementiel de loisirs. Dans le premier cas, c'est logiquement la plus grande exposition qui détermine la taille des infrastructures, en l'occurrence le Salon International de l'Auto (GIMS). À ce propos, plusieurs constructeurs font défection cette année. Auparavant, ils misaient tout sur la couverture de



Le Salon International de l'Automobile de Genève, la plus grande exposition de l'année du canton.

suite page 3 ►

PALAIS
CREATIONS
TRAITEUR DES GRANDS EVENEMENTS



“FAIRE
POUR VOUS
LES CHOSES
EN GRAND”

Événements d'entreprise
Inaugurations
Lancements de produits
Cocktails
Banquets

Palais Créations SA
CP 112
1218 Le Grand-Saconnex
T. +41 (0)22 761 15 80
INFO@PALAISCREATIONS.CH
WWW.PALAISCREATIONS.CH

presse pendant les salons, désormais ils se diversifient et changent de stratégie. « En attendant, on s'adapte, relève Claude Membrez. Les salons industriels innovants séduisent encore, alors que ceux présentant des produits finis vivent quelques difficultés. Aux Automotives par exemple, le fait d'avoir misé sur des salons parallèles diversifiés nous a permis de garder le cap ». Au plan des congrès, l'expérience internationale de Genève

reste un atout capital. Mais comme rien n'est acquis, il faut à chaque fois déposer des candidatures et faire face à la concurrence. Reste le volet événementiel, où il s'agit de satisfaire la demande aux dates voulues, tout en évitant une sous-utilisation des surfaces aux dates creuses. « Pour septembre, mois traditionnellement calme, nous avons décroché la tenue de la LaverCup de tennis, grâce à notre accueil apprécié de la Coupe Davis ».

« Les différents acteurs du tourisme ne peuvent pas raisonner à court terme : si un hôtelier gonfle provisoirement ses prix lors d'un salon, son attitude risque de le desservir par la suite. Il faut aussi tenir compte de l'image de marque : accueillir un

congrès sur le nucléaire passerait mal dans un canton qui a exclu cette énergie ! Le Conseil d'administration de Palexpo a défini une stratégie très claire : pour consolider sa position, Genève doit être présente sur la scène internationale et afficher des

représentants locaux un peu partout. C'est justement l'un des enjeux auxquels Palexpo fera face ces prochaines années. S'y ajoute la digitalisation de l'économie, qui modifie la façon de se vendre, de communiquer et de recevoir les commandes. ■

Une réponse nuancée de la CCIG

La CCIG a récemment rendu sa réponse à la consultation publique relative au projet de loi sur le tourisme, qui suivra le processus parlementaire ces prochains mois. En résumé, si l'Etat a vocation à être le garant d'une politique de développement touristique cohérente et convergente, le rôle des acteurs privés doit être valorisé, et il importe que la gouvernance de la fondation incarne cet équilibre. Dans le détail, la CCIG souscrit à une stratégie du tourisme qui se fonde sur des objectifs cohérents. Elle soutient aussi tout changement qui viserait à simplifier les procédures et à valoriser l'entrepreneuriat. Elle a toutefois émis quelques réserves : elle s'interroge sur la politisation qu'induit la création d'une fondation de droit public. Et elle craint que cela ne se traduise par une perte d'autonomie de gestion. Elle se dit favorable à prélever la taxe de séjour en définissant un tarif unique, tout en relevant que la marge entre 3,50 et 4,50 francs paraît relativement étroite. Elle appuie le principe d'un contrat de prestations entre l'exploitant de plateforme d'hébergement et l'autorité de perception. Mais elle s'interroge sur le cas de figure d'une absence d'un tel contrat et les cas d'abus. Enfin, si la CCIG est favorable à une collaboration régionale renforcée en matière de tourisme, elle se demande si une répartition équitable des coûts entre partenaires paraît réaliste.

La prise de position détaillée de la CCIG peut être consultée sur la page www.ccig.ch/Politique/Consultations

Les dix commandements du tourisme ?



Lors des Etats généraux du tourisme genevois organisés le 15 mai 2018 et après de nombreux échanges avec les milieux intéressés, le canton a élaboré dix thèses, destinées à donner d'ici à 2022 une identité conquérante à la Cité :

- 1. Redéfinir la clientèle-cible à viser.** Le type de touristes souhaité doit être mieux précisé. L'activité congrès et salons est plus dynamique que celle du segment récréatif.
- 2. Etendre la collaboration transfrontalière** dans tout le bassin franco-valdo-genevois, qui vit une même réalité.
- 3. Investir dans la formation de haut niveau.** Genève doit accroître son niveau de compétences en matière d'accueil et de prestations.
- 4. Déployer une stratégie de marketing territorial.** La destination Genève n'intègre encore pas assez l'ensemble des acteurs qui peuvent stimuler son attractivité.
- 5. Construire une plateforme touristique augmentée.** Il faut diriger les touristes vers un guichet unique qui capitalise sur les projets de smart canton, doté d'une technologie de pointe.
- 6. Identifier un nouvel emblème.** Genève ne doit plus compter que sur le Jet d'eau comme attraction phare. On peut penser à l'ONU ou à une Cité des droits humains.
- 7. Enrichir le catalogue touristique.** Il faut étoffer l'offre d'événements réguliers, en particulier dans l'agrotourisme et le bien-être.
- 8. Repenser les infrastructures d'accueil.** Il s'agit d'étoffer le nombre de chambres et de mieux répartir les hôtels dans chaque catégorie.
- 9. Mieux séquencer l'ADN de Genève,** et en faire un pôle unique d'échanges d'idées.
- 10. Travailler sur les prix.** Il existe à Genève un différentiel non justifié d'un point de vue des charges entre les tarifs touristiques pratiqués et ceux du marché.

L'industrie genevoise, c'est fun !

« Le Monde de Demain »*, nouveau magazine sur Léman Bleu, a diffusé début mars sa seconde émission, qui porte sur les robots au sein de l'entreprise.

Pour rappel, les différents partenaires que sont la CCIG, l'OPI, la FTI, l'UIG et la DG DERI** ont décidé de proposer chaque mois sur Léman Bleu une émission thématique de 12 minutes, qui fait découvrir l'industrie genevoise, secteur phare du dynamisme économique

du canton. La série d'émissions amène le public au cœur des sociétés industrielles et technologiques, pour découvrir le savoir-faire, la diversité des métiers et les talents des entreprises à la pointe du secteur et leaders dans leur domaine. Le reportage de la seconde émission s'est déroulé dans les entreprises Jean Gallay, spécialiste de l'usinage de pièces de précision pour l'aéronautique, et aux HUG. Nicolas Lavarini, CEO de Jean Gallay, a présenté le robot Aliéna, un robot col-

laboratif destiné aux tâches répétitives. L'entreprise s'est en effet dotée des dernières technologies pour satisfaire les exigences de sa clientèle et décrocher des marchés. Du côté des HUG, les professeurs Christian Toso, du service de chirurgie viscérale, et Christophe Iselin, du service d'urologie, ont montré les performances du robot da Vinci lors des opérations. Son système de bras articulé commandé à distance par le chirurgien a bouleversé la façon d'opérer à Genève, présentant des

atouts à tous les niveaux. Puis Simon Siggen, vice-président des opérations de LEM (entreprise spécialisée dans la mesure des paramètres électriques), et le fiscaliste Xavier Oberson étaient les invités en plateau pour évoquer notamment la controversée taxation des robots. Les robots utilisés à des fins indus-

trielles ne doivent pas être considérés comme des destructeurs d'emplois, mais comme une aide ou une valorisation du savoir-faire humain. Outre leur perfectionnement technologique, le robot s'insère souvent au sein de l'équipe en parfaite complémentarité, évitant des tâches répétitives peu intéressantes. ■

Pour voir la première émission du Monde de Demain, « Le parking intelligent » : <https://tinyurl.com/industrie1>



* Voir CCIGinfo no 2 – Février 2019 ** OPI (Office de Promotion des Industries et des Technologies), FTI (Fondation pour les terrains industriels de Genève), UIG (Union industrielle genevoise), DG DERI (Direction générale du développement économique, de la recherche et de l'innovation de l'Etat de Genève).

e-services

C'est fou comme quelques clics peuvent améliorer un voyage.

ResaPark • Priority Lane • Salon VIP



Réservation
www.gva.ch/eservices

by GENEVE
AÉROPORT

COMMERCE INTERNATIONAL

La Suisse ne laissera pas Londres filer à l'anglaise

L'accord de commerce bilatéral signé le 11 février dernier au niveau ministériel entre la Suisse et le Royaume-Uni est une étape importante pour que leurs relations économiques restent fluides, si un Brexit non cadré entre en vigueur.

Les milieux économiques saluent cet accord, qui laisse un accès possible au marché britannique. « La Suisse fait preuve de pionnier en la matière, souligne Vincent Subilia, directeur général adjoint de la CCIG. Ce développement apporte une réelle valeur ajoutée pour les entreprises, et donc pour de nombreux membres de la CCIG ». L'enjeu est de taille, car, sans

arrangement, les entreprises exportatrices helvétiques auraient été brutalement confrontées à des obstacles pour leurs échanges. Parmi les écueils a priori écartés, une hausse des droits de douane pour les produits agricoles et industriels, des formalités douanières alourdies, des entraves sur les marchés publics ou la non-reconnaissance d'appellations d'origine géographiques.

Restent toutefois quelques risques, car les chaînes logistiques et les consommateurs finaux comprennent souvent des entreprises localisées dans l'Union européenne. Comme le souligne la faïtière économiquesuisse, « l'insécurité juridique

est un poison pour l'ensemble des entreprises exportatrices. Deuxièmement, les firmes suisses doivent être informées du contenu concret de la solution négociée. Et, troisièmement, les relations économiques bilatérales avec le Royaume-Uni doivent être intensifiées ».

Le Royaume-Uni est devenu en 2018 la deuxième destination d'exportation pour Genève (hausse de 15% des exportations en valeur) et constitue le sixième partenaire commercial de la Suisse. L'an dernier, son volume d'échanges de marchandises représentait près de 17 milliards de francs, sans compter les échanges de services et les investissements directs. ■

Un accord vital pour l'économie

L'accord institutionnel conclu avec l'Union européenne (UE) est indispensable à la prospérité de la Suisse, clament ensemble les milieux économiques et patronaux.

En décembre 2018, le Conseil fédéral a lancé une procédure de consultation de ce traité, qui doit consolider la voie bilatérale. Il favorise aussi le maintien des emplois du secteur bancaire, un pilier vital pour le pays. La Suisse est leader mondial dans la gestion d'actifs

transfrontalière, avec une part de marché de 27,5%. Près de la moitié des actifs sous gestion provient de l'étranger, en particulier de l'UE (1000 milliards de francs). Et comme le révélait la dernière enquête conjoncturelle de la fondation Genève Place Financière, les fonds de gestion privée émanent de clients étrangers (entre 77% et 89%), qui recherchent tant des compétences de pointe qu'une stabilité.

La faïtière économiquesuisse a accepté le 31 janvier dernier ce projet d'ac-

cord et incite le monde politique à faire de même. Mais elle assortit cette approbation d'une déclaration que devrait faire le Conseil fédéral pour préciser sa position. économiquesuisse parie sur le langage de la raison. Selon sa directrice Monika Rühl, « ce projet est un bon accord qui protège la Suisse de l'arbitraire de l'UE ». La Suisse améliore la sécurité juridique et préserve son accès au marché intérieur de l'Union, tout en pouvant envisager de futurs accords sectoriels (par exemple l'électricité). ■

Suisses et Chinois célèbrent ensemble le Nouvel An



Sur la scène de l'hôtel Mandarin Oriental, la section romande de la SCCC avec Philippe Nasr, Chief Operating Officer; Jingjin Guo, membre du Comité; Christophe Weber, président; Marco Betancourt, membre du Comité; Yunfei Gao, Chief Business Development Officer, et Vincent Subilia, vice-président.

À l'instar de l'excellente santé des relations sino-suisse, la réception du Nouvel An chinois organisée fin janvier par la section romande de la Chambre de commerce Suisse-Chine (SCCC) a affiché complet.

250 invités étaient rassemblés pour l'occasion au Mandarin Oriental, dont des ambassadeurs et deux

conseillers d'Etat. Finance, industrie du luxe, santé: des domaines clés du tissu économique romand y étaient largement représentés par leurs dirigeants. Un événement annuel qui permet de réseauter et de partager un moment traditionnel. En tant que partenaire de la fête, la CCIG, portée par la voix de son président Juan Carlos Torres, a rappelé l'importance et la longévité

des relations historiques avec l'Empire du Milieu, basées sur la confiance et le respect mutuel. Cet allié commercial est le troisième plus important pour la Suisse et le premier en Asie depuis 2010. Les deux pays maintiennent le dialogue sur plus de trente domaines et préparent le second round de négociation de l'Accord de libre-échange, déjà en vigueur depuis 2014. Et 2020 est déjà dans toutes les têtes, puisqu'on célébrera les 70 ans des relations bilatérales et les 40 ans d'existence de la SCCC. Cette dernière, hébergée au sein de la Maison de l'Economie, compte 800 membres en Suisse, dont plus de 200 en région genevoise. Elle développe les relations business sino-helvétiques depuis 1980. ■

■ INFORMATION : www.sccc.ch/geneva

LE COIN DE L'ARBITRAGE

Existe-t-il vraiment un arbitre idéal ?

La 3^e édition du SCAI *Innovation Conference* à la fin janvier a permis des échanges enrichissants sur l'excellence en arbitrage. Le rôle du président, la présence de femmes-arbitres, la rémunération et le style de procédure ont ainsi été évoqués.

Un panel varié de praticiens de l'arbitrage a abordé une série de thématiques sous la conduite de Noradèle Radjai, de l'étude genevoise Lalive. Premier aspect abordé, le rôle du président du tribunal arbitral. Selon Paolo Michele Patocchi, de Patocchi & Marzolini à Genève, « le président doit être à l'écoute, combiner des compétences juridiques, de diplomatie et de charisme. Il y a un intérêt général dans notre pays comme dans d'autres à mettre en avant une nouvelle génération d'arbitres qui peuvent offrir une plus grande disponibilité de temps pour gérer un dossier, quitte à ce que les membres seniors du tribunal prêtent une attention particulière aux propositions venant d'un jeune président ». « Le président, en tant que leader, doit préparer le travail pour aboutir à une décision juste », a complété Deva Villanúa, d'Armesto & Asociados à Madrid. « Le président doit être motivé à mener un dossier jusqu'au bout », a estimé Nathalie Voser, de Schellenberg Wittmer à Zurich.

« Il existe une dynamique différente dans la conduite des procédures selon la taille des bureaux d'avocats qui travaillent sur des arbitrages », a fait comprendre Roland Ziadé, de Linklaters à Paris. Selon Deva Villanúa, « les arbitres jeunes ou expérimentés peuvent tous résoudre des cas rapidement ». Le sujet suivant portait sur la femme-arbitre, dont les nominations restent plus rares que celles de ses confrères, « surtout dans des affaires très importantes », comme le relevait Deva Villanúa. Le panel discutait ensuite de la gestion de la procédure et du conflit potentiel entre des exigences d'efficacité et le droit d'être entendu des parties. La tendance évolue cependant, ce qui est une bonne chose pour l'arbitrage. En ce qui concerne la gestion de la procédure, « il importe d'être méthodique. Si l'on définit d'emblée des règles claires, on évite de perdre du temps », a estimé Paolo Michele Patocchi. D'après Nathalie Voser, « l'essentiel n'est pas de multiplier les séances, mais d'échanger et d'être incisif ». Enfin, les intervenants ont également échangé sur la rémunération des arbitres. Certains estiment normal que cette activité soit moins rémunératrice que celle de conseil; d'autres pensent que la responsabilité inhérente dans le prononcé d'une décision justifie un niveau de rémunération mieux adapté.

Bon, pas cher et rapide

Pour Sandra De Vito Bieri, de l'étude Bratschi SA et membre de la Cour d'arbitrage de SCAI, il importe que l'arbitrage garantisse des procédures « efficaces, flexibles et simples ». Simon Gabriel, de Gabriel Arbitration, a conclu la séance en indiquant que l'arbitrage, comme d'autres services juridiques, sera rarement bon marché, rapide et d'excellente qualité. Une sentence arbitrale demande du travail et se traduit par un coût, celui de la rémunération du travail des arbitres et avocats qui auront représenté les parties lors de la procédure. Mais tout doit rester raisonnable. Ainsi, comme pour d'autres prestations, le service rendu sera rarement bon, s'il est peu cher et rapide. « Cette journée aura permis de poser un regard critique sur l'arbitrage et d'avancer des solutions innovantes et bénéfiques à tous », s'est réjoui Vincent Subilia, membre du Comité de SCAI. De son côté, Caroline Ming, directrice exécutive de SCAI, a relevé le haut niveau de la conférence, prometteuse pour la 4^e édition de 2020. « Vous, les arbitres, vous êtes chacun le pilote de votre train et nous, institution d'arbitrage, sommes les chefs de gare qui vous aidons à amener les parties à destination en temps et en heure », a-t-elle conclu.



L'équipe de SCAI au complet, avec de gauche à droite, Cindy Roy; Hernandez Ramos; Gabriela Salazar, Valérie Oreamuno; Caroline Ming.

ÉNERGIE

Une Genève de plus en plus verte

L'Etat de Genève et SIG ont récemment fait le point sur la transition énergétique. Malgré des résultats déjà prometteurs, les efforts ne seront pas relâchés.

D'emblée, le conseiller d'Etat Antonio Hodgers a rappelé que la transition énergétique était « une révolution culturelle planétaire, visant à consommer moins et mieux ». L'enjeu est de taille, car en 2050 la Suisse sera deux fois plus impactée que les autres pays par le réchauffement climatique. Genève s'est fixé des objectifs précis pour 2035 : -53 % dans le thermique fossile, -9 % pour l'électricité. « Les acteurs privés, entreprises comme propriétaires, ont déjà largement contribué à avancer vers ces buts ambitieux », a relevé le magistrat. Les plus grosses structures, à commencer par l'Aéroport et les HUG, sont les plus avancées à Genève. Mais il y a encore de gros efforts à fournir, en particulier sur les chaudières à mazout. Entités bien distinctes, le canton et SIG sont néanmoins alignés dans leur approche, proposant sur internet des liens avec l'autre interlocuteur. À ce sujet, mentionnons que la CCIG, reprenant le vœu de ses entreprises membres, a toujours appuyé le fait d'avoir une solution conjointe.

Subventionnement accentué

La priorité à Genève est de rénover le parc immobilier et de continuer à promouvoir les énergies renouvelables. L'enveloppe de subventions 2019 du Programme Bâtiments, disponible dès la fin janvier, est augmentée à 35 millions de francs (32 millions en 2018). C'est l'un des volets de la plateforme GÉnergie 2050 qui fédère tous les



Christian Brunier, directeur général de SIG, et Antonio Hodgers, conseiller d'Etat en charge du territoire.

acteurs de la transition énergétique. Les demandes non honorées lors de l'exercice 2018 pourront être prélevées sur l'enveloppe 2019. Autre levier pour améliorer l'efficacité énergétique, l'isolation thermique des doubles ou triples vitrages. « À ce titre, la plupart des objets sont désormais en conformité avec la législation », a précisé Cédric Petitjean, directeur de l'efficacité énergétique à l'Etat de Genève.

Une décorrélation gagnante

Pour le directeur général de SIG Christian Brunier, la plupart des fournisseurs électriques du pays déploient beaucoup d'efforts pour un faible retour financier. Avec son programme éco21, SIG est parvenue à un intéressant retour sur investissement grâce à une logique économique inversée : « Nous avons décorrélé le prix et la quantité produite. L'idée est d'offrir un juste prix, sans dumping, en abaissant la quantité et, de fait, le niveau de pollution ». La géothermie et Génilac sont autant de programmes qui permettent d'aller en ce sens. SIG mise aussi sur l'efficacité de l'éclairage du patrimoine bâti.

En parallèle, les partenaires d'éco21 (Etat, SIG, HUG) ont créé depuis 2007 plus de 400 emplois avec ce programme, préparant certains spécialistes à de nouvelles compétences métiers, notamment dans le chauffage. Si la transition énergétique a mis à mal certaines professions, elle a permis d'en créer d'autres, tels que les assistants de maîtrise d'ouvrage (AMO) et d'usage (AMU). Comme l'a indiqué l'un de ces derniers, Pierre Olivier, « les AMU poursuivent trois buts : faire adhérer le locataire à la transition énergétique, lui donner les principaux éco-gestes et créer du lien social. Une formation est en cours pour que ces indépendants soient vite opérationnels ». Après quelques tests de ces nouveaux venus à Onex, Bernex et aux Eaux-Vives, 150 projets sont visés à terme. Pour la responsable immobilier des Rentes Genevoises Isabelle Jacobi, « il existe trois facteurs de blocage : les législations et méandres administratifs, une formation inadéquate des architectes et le fort impact des rénovations pour les locataires ».

■ INFORMATION COMPLÉMENTAIRE : www.genergie2050.ch

ENVIRONNEMENT

Un concept qui pourrait faire écho

L'écoconception ? C'est l'intégration des critères environnementaux dès la phase de conception d'un produit afin d'en diminuer les impacts tout au long de son cycle de vie. Partant de ce thème, le 5^e atelier de la plateforme d'écologie industrielle genevoise Genie.ch a suggéré plusieurs solutions.

« Il s'agit de prévenir les dégâts et non de les réparer a posteriori, en vertu de l'économie circulaire ». D'emblée, le ton est donné par Julien Boucher, directeur associé d'EA Environmental, premier intervenant de cet atelier Action. À son avis, il faut prendre en compte l'ensemble des critères, tels que la chaîne du froid et pas seulement l'emballage ou le matériau. De son côté, Christophe Boussemart, manager à Nespresso, a mis en avant l'impact ambivalent des capsules de café. Celles-ci ont comme atouts le pré-dosage et la concentration et comme inconvénients l'emballage des capsules et les déchets d'aluminium (malgré un recyclage dans les éco-points). En parallèle, un effort est mené dans l'obsolescence programmée et l'efficacité énergétique des appareils. Enfin, Maude Friat, architecte à l'as-

sociation Materium, a prouvé l'intérêt de composer parfois avec l'existant, en faisant de la réutilisation directe, par exemple lors de salons.

Des mâchefers bien encombrants

Les déchets des entreprises de bâtiment sont parfois réutilisés comme remblais, mais certains sont difficiles à valoriser, en particulier dans le second œuvre. Le mélange des matériaux issus de la rénovation ou de la déconstruction est souvent préjudiciable à leur valorisation. Le diagnostic initial est donc un élément-clé.

Le canton de Genève étudie le moyen de réduire le volume de mâchefers à stocker. Mais aussi d'imaginer des solutions pour les raffiner (purger des métaux lourds) afin de les entreposer dans une décharge moins polluante que celle initialement imaginée. Un groupe de travail transfrontalier intercommunal auditionne actuellement des experts sur la question. Les sites d'accueil évoqués sont au nombre de 14, avec en trio préféré Collex-Bossy, Versoix et Satigny. Le choix définitif n'est pas attendu avant la fin de l'année. ■

Des robots trieurs de déchets

Le premier lieu de Suisse où des robots trieront des déchets sera opérationnel en novembre 2019 à Satigny. Son nom ? L'Ecopôle Industriel SORTERA sur le site de Sogetri. Il permettra de recevoir, trier et conditionner sur 20 000 m² chaque année 100 000 tonnes de déchets, dont 77 000 en mélange. Au service des industriels, des communes, des entreprises du canton de Genève, ce projet prendra en charge la gestion du bois et de la ferraille. Il permettra d'accéder à des niveaux de valorisation supérieurs à 70 % des tonnages entrants. Atout social aussi : dix personnes supplémentaires seront engagées dès la mise en service du centre. Enfin, il innovera aussi par son mode de financement couvert par l'émission de green bonds (obligations vertes).

Comfort class
SUV.



NOUVEAU SUV
CITROËN C5 AIRCROSS

Suspensions avec Butées
Hydrauliques Progressives®
3 sièges arrière indépendants
et de même largeur
20 aides à la conduite

DÈS
CHF 209.-
PAR MOIS



INSPIRED
BY YULU

CITROËN préfère TOTAL

Offres valables sur véhicules vendus du 01.01. au 28.02.2019. Offres réservées aux clients particuliers, dans le réseau participant. Prix de vente conseillés incluant TVA. Nouveau Citroën C5 Aircross SUV PureTech 130 S&S BVM6 Live, prix de vente CHF 26 400.-, prime cash CHF 1 000.-, prime de reprise CHF 1 500.- soit CHF 23 900.- consommation mixte 5,3 l/100 km, émissions de CO₂ 121 g/km. Émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité 28 g/km, catégorie de consommation de carburant D. Leasing à 9 %, durée 69 mois. Mensualité CHF 209.- TVA incluse. CHF 7 170.- apport, valeur résiduelle CHF 9 338.-, taux d'intérêt annuel effectif 4,02 %. Kilométrage annuel 10 000 km. Offre seulement en relation avec une assurance GAP. Assurance casco complète obligatoire non comprise. Conditions de leasing sous réserve d'acceptation par PSA Finance Suisse SA Scléren. La conclusion d'un contrat de leasing est irréversible et elle entraîne le surendossement du preneur de leasing. Modèle présenté avec option. Nouveau Citroën C5 Aircross SUV PureTech 130 S&S BVM6 Shine, prix catalogue CHF 36 320.-, mixte 5,2 l/100 km, CO₂ 119 g/km, catégorie D. Émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité 27 g/km. La valeur moyenne des émissions de CO₂ de tous les véhicules neufs immatriculés est de 137 g/km pour l'année 2019.

PSA
RETAIL

PSA Retail (Suisse) SA - Succursale de Genève
Route des Acacias 27
1211 Genève 26
Tel. 022 308.03.53, www.citroen-geneve.ch

INNOVATION

Ici et maintenant: l'innovation technologique est une réalité

En ce début d'année, la CCIG s'est associée à trois événements-phare: le premier, **Horizon 2019**, a montré, le 29 janvier, dans quel contexte économique les entreprises évolueront en 2019. Cet événement a permis aux dirigeants d'entreprises de voir où se dirige l'économie suisse et internationale.

Pour **Pascal Boniface**, fondateur et directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), la rivalité entre Pékin et Washington marquera toute la géostratégie en 2019. Les USA ont besoin des produits bon marché de la Chine pour soutenir leur compétitivité et se sont largement ouverts. Ils ont détruit eux-mêmes de larges pans de leur industrie. En voulant restaurer la grandeur des Etats-Unis, le président Donald Trump admet que Washington a déjà perdu le leadership. D'un autre côté, la Chine revendique le statut de première puissance qui, selon elle, lui revient de droit. C'est ainsi que se met en marche le « piège de Thucydide »: d'engrenage en engrenage, une guerre ne peut être exclue.

Passant de l'horizon planétaire à celui de la petite Suisse, **Eric Scheidegger**, vice-président du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco), ne s'inquiète pas pour 2019, malgré le coup de froid conjoncturel de 2018. Celui-ci a surtout affecté le commerce et l'industrie, les secteurs pour lesquels l'année écoulée, au plan suisse, a été la plus difficile.

Pour le directeur du Centre suisse d'électronique et de microtechnique (CSEM) **Mario El-Khoury**, l'avenir, c'est traiter l'information à la source. Avec 618 millions de dollars investis en 2018, la Suisse est au quatrième rang mondial en termes d'investissements dans la « deep tech », définie comme une technologie forte, unique et protégée, dont l'ambition

est de résoudre les grands défis de notre temps. Les données doublent chaque année en Suisse et la consommation des réseaux équivalait à celle du 6^e plus grand pays au monde. Le smart data semble l'alternative idéale au gaspillage énergétique et au pillage de données que cause le big data. Par exemple, un mini-capteur photovoltaïque aura des utilisations précises: on peut penser au monitoring d'une personne âgée à domicile. Le développement de ces innovations est un atout pour la Suisse qui, comme l'Allemagne, maintient une industrie locale, à la différence d'autres pays européens. Pourquoi? Parce que la production peut être assurée en Suisse pendant plusieurs années, tant que des productions automatisées de masse ne sont pas nécessaires.

Dans les sciences de la vie, les prochains thèmes sont, pour **Sophie Kornowski**, Senior Partner chez Gurnet Pont Capital (fonds d'investissement dédié à la santé), la médecine spécialisée, la compréhension de l'immunologie et de la physiologie pour prolonger la vie. « Aujourd'hui, la compréhension d'une maladie est beaucoup plus fine et le médicament, développé de manière très pointue », dit-elle. Mais la pharma a un problème d'efficacité structurelle: avec tous les regroupements opérés ces 15 dernières années, l'échec d'un médicament entraîne un redéploiement peu optimal d'équipes spécialisées vers d'autres projets. La pharma reste, certes, productrice de valeur

(chiffre d'affaires cumulé de 3,79 milliards de francs en 2017 en Suisse), mais elle a un coût très élevé (2,3 milliards pour le coût de développement d'un produit).

Sujet de saison s'il en est, une table ronde a été consacrée au tourisme de montagne, réunissant **Andreas Banholzer**, directeur l'Office du tourisme du canton de Vaud, le professeur **Nicolas Delétroz**, responsable de l'Observatoire valaisan du tourisme, et **Sébastien Travelletti**, président de Télé Anzère. Les vols low cost ont conduit une partie des touristes habituels des stations de ski vers des destinations plus exotiques: en quelques années, les remontées mécaniques ont perdu 30 % de clientèle, faute d'avoir su étudier le profil des consommateurs. L'image des sports de neige doit être modernisée, notamment auprès des jeunes. Une station d'hiver peut-elle se reconverter en un site d'été? Possible, mais difficile, d'après **Nicolas Delétroz**. Pour les remontées mécaniques, la belle saison est non rentable, car il faut trois clients estivaux pour faire un client hivernal. Il existe un équilibre de fréquentation, mais pas de revenus, en particulier en raison du coût élevé de la main d'œuvre.

Louis Dreyfus, président du directoire du groupe « Le Monde », a démontré: la presse peut être un secteur en croissance. Un message qui fait du bien en Suisse romande! Sa stratégie: priorité à la confiance dans le lectorat et à la qualité des

contenus. En outre, la méfiance envers les GAFAM profite à la presse de qualité. D'ailleurs, le nombre de journalistes de ce groupe, aujourd'hui de 893 pour l'ensemble des titres, a augmenté de 50 %. Ce renforcement rédactionnel a engendré un cercle vertueux qui a mené à parité revenus de la publicité et des abonnements.

Moins d'intermédiaires, plus d'intermédiation

Second événement, le **Geneva Annual Blockchain Congress: From lab to market** a abordé la technologie blockchain sous tous ses angles le 21 janvier dernier. Cette conférence suivie par 550 participants a dressé un portrait complet et décomplexé de cette base de données décentralisée d'avenir. La blockchain a aussi ses travers, à commencer par sa consommation astronomique d'électricité, peu favorable vu l'épuisement actuel des ressources. Autre écueil: la sécurité des cyber-don-

nées, car le piratage sera de plus en plus subtil.

Savoir changer son business model

Il s'agit enfin pour les PME de s'organiser pour bien aborder le virage numérique. À **Forward 2019** le 7 février dernier, les participants ont reçu des conseils pratiques pour innover. Devant un millier de patrons de PME, cette journée était articulée autour de réunions plénières et de sessions thématiques sur le virage numérique. Cet événement s'est demandé si une entreprise devait savoir renoncer à son modèle d'affaires avec l'arrivée de ce tsunami numérique, quel qu'en soit le secteur.

On le voit, ces trois événements ont apporté des éléments très complémentaires autour d'une transformation essentielle pour l'économie de demain. Ils ont donné une vision pratique, montrant que ces sujets peuvent s'appliquer dès à présent au sein des entreprises. ■



Des représentants de la CCIG étaient présents avec un stand à l'événement Forward, de gauche à droite: Marco Piermartiri; Natacha Gouais; Nathalie Bok; Vincent Subilia; Sébastien Dutoit.

COMMUNIQUEZ CIBLÉ AVEC LA CCIG!

Pour toucher directement les décideurs genevois, placez une annonce dans l'un des vecteurs d'information de la CCIG:

- ▶ Le magazine CCIGinfo, tiré à 3800 exemplaires, paraît onze fois par an.
- ▶ La newsletter électronique, l'e-ccig, est envoyée une fois par semaine à près de 4000 destinataires.



OPEN GENEVA



Dans les murs de la CCIG

Pour la deuxième année consécutive, la CCIG est partenaire d'Open Geneva, festival avec lequel elle partage plusieurs objectifs (voir édito en page 2). Deux événements se dérouleront à la CCIG.

DIGITALISATION

Des idées innovantes pour les entreprises

PANEL DE DISCUSSION

Mercredi 20 mars 2019 de 8h à 10h (accueil dès 7h45)

Le tout est plus que la somme des parties : comment co-créer au XXI^e siècle pour relever les défis qui nous dépassent ?

Ce panel discutera du processus de co-création et de son application aux PME. Au travers d'exemples pratiques, les intervenants montreront aux PME comment elles peuvent tirer profit des outils d'innovation, y compris en collaborant parfois avec des concurrents. S'exprimeront notamment :

- Fanny Randanne, chargée de projet, OPI (Office pour la promotion de l'industrie et des technologies)
- Pascal Allot, Innovation Ecosystem Director, IBM
- Didier Faure, Consultant Innobridge - Community Manager CityZen
- Thomas Maillart, président, Open Geneva
- Juliana Rademaker, Social Impact Intern, B Lab.



HACKATHON

Judi 21 mars 2019 de 15h à 18h (accueil dès 14h30)

Mesurer l'impact socio-environnemental de son entreprise - Hackathon B Lab

B Lab organise ce hackathon afin de donner une impulsion aux entreprises qui souhaitent intégrer des pratiques durables dans leurs opérations. Plus précisément, cet atelier permettra aux entreprises participantes de mesurer leurs impacts socio-environnementaux, au travers de l'outil B Impact Assessment. Il sera l'opportunité pour les entreprises de démarrer leur évaluation en de bonnes mains, car elles bénéficieront de l'expertise et de conseils des B Leaders. Lors de cet atelier, les participants obtiendront un premier score, leur donnant une idée d'où ils/elles se situent par rapport à un benchmark d'entreprises similaires dans le monde. L'objectif pour les participants est de profiter de cet atelier « d'accélération », en vue de compléter l'évaluation complète et, qui sait, devenir B Corp.

Attention, les participants doivent :

- Être ou représenter une entreprise
- Avoir complété les 50 premières questions du B Impact Assessment avant le début de l'atelier (ceci prend 20 à 30 minutes et un lien avec une marche à suivre sera envoyé suite à l'inscription)
- Venir à l'événement muni de son ordinateur portable !



Programmes et inscriptions : agenda.ccig.ch/agenda

Pour découvrir le programme complet d'Open Geneva : <https://opengeneva.org/program> et suivre sur [Twitter@opengeneva](https://twitter.com/opengeneva)

Un conseiller clientèle expérimenté rejoint la CCIG



Sébastien Dutoit a rejoint la CCIG le 1^{er} février dernier en qualité de chargé de clientèle. Au bénéfice d'un parcours professionnel de 25 ans à Genève, dont plus d'une décennie auprès de Swisscom Directories, il a développé une connaissance fine du tissu économique genevois et construit des relations étroites avec un grand nombre d'entreprises et de dirigeants d'entreprises. Il sera donc particulièrement à l'aise pour accomplir les missions qui lui sont confiées : développer le nombre d'entreprises membres de la CCIG, faciliter la mise en relation entre elles et leur permettre de participer activement à la création de valeur économique dans le canton. Point de contact privilégié et à l'écoute de nos membres, Sébastien Dutoit agira aussi comme relais entre ceux-ci et la CCIG.

Pour le contacter : s.dutoit@ccig.ch – Tél. 022 819 91 15



Comme l'indique l'Etude économique 2018 « Les défis des entreprises face à l'économie 4.0 »*, publiée

par la CCIG et la BCGE, en collaboration avec l'Office cantonal de la statistique, la Suisse présente une ambiguïté concernant l'innovation numérique. Si elle se positionne 5^e au classement mondial de la compétitivité digitale, elle est en retard dans certains secteurs numériques.

Genève a lancé il y a un an une consultation publique et défini une stratégie digitale pour combler ses lacunes et même se positionner parmi les capitales mondiales dans certains pôles, tels que la blockchain et la gouvernance du numérique. Le canton a aussi une carte à jouer dans le domaine crucial des géodonnées. Les efforts sur la blockchain en particulier se consolident : un comité d'experts a été mis sur pied et le guide genevois des ICO a été plusieurs fois mis à jour.

Avoir un rôle leader dans certains domaines technologiques est primordial, car cela permet de créer des pôles de compétences et d'encourager l'innovation. Il est donc réjouissant que Genève compte des axes forts en matière numérique. Ces derniers ne doivent toutefois pas occulter la difficulté qu'ont certaines entreprises traditionnelles, notamment petites, face à la transition numérique. Voici donc huit suggestions que l'auteur de l'étude Aline

Yazgi avance, sur la base des multiples entretiens qu'elle a eus, afin de les soutenir dans leurs efforts.

- **Multiplier les efforts** (groupes de travail, ateliers, conférences pratiques, etc.) auprès des PME traditionnelles pour qu'elles soient à jour au niveau technologique.
- **Encourager les entreprises à collaborer** sur des projets communs (à l'image des groupes de travail communautaire, mis en place par l'OPI pour l'industrie).
- **Fournir sur internet une grille d'analyse** simple permettant aux entreprises de faire leur diagnostic digital.
- **Soutenir financièrement le lancement de projets** pilotes et innovants provenant des entreprises (sur le modèle de ce que fait le Canton de Vaud avec Innovaud).
- **Donner un subside à tout citoyen adulte suivant un cours** sur le numérique (ce que fait Singapour).
- **Alléger la fiscalité des entreprises** qui paient la mise à niveau numérique de leurs employés ou de chômeurs qu'elles engageraient.
- **Encourager les acteurs publics et parapublics à acheter des produits** innovants de sociétés locales (outre le débouché financier, une telle action permet de créer une référence) ou à jouer le rôle de premier client.
- **Créer à Genève une entité** qui puisse aider les entreprises à réaliser un premier diagnostic numérique et ensuite les aiguiller sur l'entité idoïne.

Bien sûr, au-delà de l'impulsion étatique, les PME doivent désormais prendre en main leur mue. ■

* L'Etude peut être consultée et téléchargée sur le site de la CCIG, à la page www.ccig.ch/publication/autre

PME

Indépendants

Professions libérales



Prêt professionnel

investissement et fonds de roulement

Banque Cantonale de Genève
058 211 21 00

BCGE.ch

AGENDA

Le 7h30 de la Chambre

Réseautage pour lève-tôt

Judi 14 mars 2019 de 7 h 30 à 9 h 30 - CCIG

Venez assister aux présentations des entreprises suivantes :

BDO - www.bdo.ch

NOVAE - www.novae-restauration.ch

AAV CONTRACTORS SA - www.aav.ch

RANDSTAD - www.randstad.ch

SKILLSPOTTING - www.skillspotting.com

SWISSCOM EVENT & MEDIA SOLUTIONS
www.swisscom.ch/fr/businesssem

PRIVATE GALA GENEVA - www.privategalageneva.ch

RENTES GENEVOISES - www.rentesgenevoises.ch

OVIX - www.ovix.tech

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : agenda.ccig.ch/agenda

Le 17h30 de la Chambre

Nouvelle occasion de réseauter !

Mardi 26 mars 2019 de 17 h 30 à 19 h 30 - CCIG

Venez assister aux présentations des entreprises suivantes :

FERT & CIE - www.fert.ch

GROUPE MUTUEL - www.groupemutuel.ch

PERMED - www.permed.ch

ONE MILLION CLAPS - www.onemillionclaps.ch

RÉGIE DU RHÔNE - www.regierhone.ch

FONDATION CANSEARCH - www.cansearch.ch

ETUDE DE ME TIMOTHÉE BAUER - www.bauer-avocat.ch

AQUINCUM - www.aquicum.biz

O. ZBINDEN - www.bijouterie-zbinden.ch

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : agenda.ccig.ch/agenda

Le 17h30 de la Chambre du 29 janvier 2019, compte rendu en ligne



De gauche à droite: Michael Salama et Vincent Faramaz (Costbrokers); Mohamed Attia (Active Languages); Nathalie Hardyn (CCIG); Brian Johnston (Active Languages); Pierre Favre et Sammy Affolter (Wealthings); Jérémie Burgdofer (Domaine du Paradis); René Rousset (clinique de la Plaine); Vanja Mégevand (Lawrence Legal).



47^E SALON DES INVENTIONS

10 au 14 avril 2019
Palexpo, Genève

Avec plus de 800 exposants de 40 pays et plus de 30 000 visiteurs des cinq continents, il est le plus important Salon mondial consacré à l'innovation. Chaque année, 1000 créations inédites sont présentées par des inventeurs, institutionnels ou individuels, privés ou publics.



Heures d'ouverture:
Mercredi à samedi de 9 h 30 à 18 h
Dimanche de 9 h 30 à 17 h

La CCIG a le plaisir d'offrir l'entrée gratuite au 47^e Salon des inventions. Pour en bénéficier, utiliser ce code sur la billetterie du site :

INV_CCIG

www.inventions-geneva.ch

Attention, le code n'est valable qu'une seule fois par personne.



IMPRESSUM

CCIGinfo

Bulletin d'information de la CCIG.
Paraît 11 fois par an, 3800 exemplaires

Responsable d'édition:
Alexandra Rys

Rédaction:
Karin Byland, Fabienne Delachaux,
Nicolas Grangier, Alexandra Rys

Publicité:
HP media SA, tél. 022 786 70 00

Conception: ROSS graphic design

Impression: Atar Roto Presse SA, Satigny

Informations:
publications@ccig.ch



Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève

4, boulevard du Théâtre - 1204 Genève

Adresse postale
Case postale 5039 - 1211 Genève 11
Tél. 022 819 91 11 - Fax 022 819 91 00



TABLE RONDE DU GRAND GENÈVE

Mardi 26 mars 2019 de 7 h 45 à 9 h 30 - Archamps Technopole, Archamps

Modalités d'implantation des deux côtés de la frontière: Les bonnes pratiques

Pour s'imprégner des bonnes pratiques et des opportunités concernant les modalités d'implantation des deux côtés de la frontière genevoise, la première Table ronde du Grand Genève du cycle 2019 invitera quatre experts et entrepreneurs concernés. *L'entrée est gratuite mais l'inscription obligatoire*

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : agenda.ccig.ch/agenda

FORMATION RÉSERVÉE AUX MEMBRES

Lundi 1^{er} avril 2019 de 8 h à 10 h - CCIG

Convaincre ou persuader (1) ? Améliorer l'impact de son langage non verbal

Lundi 15 avril 2019 de 8 h à 10 h - CCIG

Convaincre ou persuader (2) ? Se faire comprendre de son interlocuteur

Ces deux ateliers se complètent mais peuvent être suivis indépendamment. Ils sont animés par Thierry Piguet, formateur en Art oratoire, en communication relationnelle et comportementale, MasterCoach certifié, praticien PNL diplômé, comédien et metteur en scène.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : agenda.ccig.ch/agenda

©pantof-view



Lundi 29 avril 2019

Assemblée générale de la CCIG

Centre de Congrès de Palexpo

Save the date

PLATINE

OR

ARGENT

BRONZE

SKYNIIGHT

BCGE

Groupe Mutuel

GONET

TGV Lyria

CHEVALLEY

GRUPE AUTOMOBILE

école-club

MIGROS

SWISS RISK

CARE

P&G

Allianz

easyJet

JTI

PROTECTAS

integral

ferret

BDO

Procure Systems

florimont

eu Business School

BALESTRAFIC

SIG

TJB